Crisis Action

Rapport Annuel 2020-21

TABLE DES MATIÈRES

3 RÉFLEXIONS SUR L'ANNÉE

4 NOTRE IMPACT 2020-21

6 CHANGER DE STRATÉGIE AU SAHEL

8 SOUTENIR LES ESPOIRS DE PAIX AU YÉMEN

10 LUMIÈRE AUX FONDS DES TÉNÈBRES POUR LA SYRIE

12 CHANGER DE NARRATIF EN RUSSIE

13 ENGAGER LA CHINE SUR LE SOUDAN DU SUD

14 PRIORITÉ À LA PROTECTION AU G7

15 NOS RÉPONSES D'URGENCE
15 **Tanzanie (octobre 2020)**
16 **Haut-Karabakh (octobre-novembre 2020)**
17 **Mozambique (février 2021 – en cours)**
18 **Territoires palestiniens occupés par Israël (mai-juin 2021)**
19 **Myanmar (mai 2021 – en cours)**

20 PORTER LE MODÈLE CRISIS ACTION DANS DE NOUVEAUX SECTEURS

22 BILAN D'ACTIVITÉ

23 LA VOIE À SUIVRE : STRATÉGIE 2021-24

24 QUI SOMMES-NOUS?
24 Notre conseil d'administration
25 Notre équipe
26 Nos partenaires
28 Donateurs et partenaires philanthropiques
29 Notre réseau mondial

RÉFLEXIONS SUR L'ANNÉE

Dr. Anna Neistat
Présidente du Conseil d'administration
Basée à Paris

La pandémie de Covid-19 a constitué cette année un défi sans précédent pour de nombreuses personnes dans notre secteur. Cependant, grâce au travail acharné de notre équipe, à sa créativité, à son esprit d'équipe et à notre vaste expérience en matière de travail et d'engagement virtuels, je ne peux que me féliciter de l'innovation dont Crisis Action a su faire preuve dans son rapport avec les partenaires, les alliés et les bailleurs de fonds pour protéger les civils dans les zones de conflit à travers le monde.

Les rapports innovants des partenaires de Crisis Action apportent de nouvelles perspectives et de nouveaux éclairages sur le conflit en Syrie et changent les mentalités des décideurs politiques sur le Sahel. Nous avons aidé à obtenir des avancées sur les questions de financement de l'aide, d'accès humanitaire, de vente d'armes et de détention arbitraire dans le cadre de nos campagnes Mozambique, Syrie et Yémen. Nous avons également fait des progrès significatifs en engageant la Chine dans le processus de paix au Soudan du Sud et réuni des coalitions d'une taille et d'une diversité sans précédents pour les peuples de Birmanie et des territoires palestiniens occupés.

Notre organisation a, elle aussi, connu des changements internes, avec le départ de notre directeur général Andrew Hudson. Quand Andrew a rejoint Crisis Action il y a plus de dix ans, nous étions une organisation qui comptait à peine 12 personnes avec un budget de 1 million de dollars. Aujourd'hui, nous sommes une équipe de près de 50 personnes opérant un budget de plus de 5 millions de dollars. Andrew a défendu la diversité, a lancé de nouvelles initiatives sur la Chine et la Russie et a dirigé certaines de nos campagnes les plus réussies en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Le conseil d'administration et le personnel lui en sont extrêmement reconnaissants.

La barre est certainement très haute. C'est donc avec un grand plaisir que nous avons accueilli Nicola Reindorp au poste de Directrice exécutive. Nicola a été choisie à l'unanimité des membres de notre conseil d'administration. Elle a été successivement membre du conseil d'administration, directrice de campagne et directrice exécutive adjointe et dès les premier pas de notre organisation, elle n'a pas manqué d'être une source d'inspiration pour collègues et partenaires grâce à sa vision, son dynamisme, son intellect incisif et son enthousiasme contagieux.

Les défis posés par la pandémie sont loin d'être terminés. La tragédie en Afghanistan et dans les pays avoisinants n'a fait qu'accroître la perception que les défis mondiaux liés à la protection des civils en zone de conflits sont plus importants que jamais. Cependant, grâce à une situation financière solide, le souffle de notre modèle primé et le dévouement de notre équipe sous une nouvelle direction dynamique, je suis confiante que notre impact se poursuivra dans les années à venir.

NOTRE IMPACT

Points forts des campagnes menées par **Crisis Action** pour l'année **2020-21**

JUILLET 2020

Suite à une campagne coordonnée par Crisis Action, avec pour points saillants un éditorial dans le Washington Post, une lettre conjointe des directeurs des principales ONG internationales au gouvernement américain et des témoignages de partenaires lors d'audiences au Congrès, **les États-Unis ont suspendu les ventes d'armes à la coalition dirigée par les forces saoudiennes** (belligérant clé de la guerre au Yémen) pour une durée d'un an en juillet 2020. En janvier 2021, la suspension a été prolongée.

SEPTEMBRE 2020

L'envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen rend hommage à une campagne conjointe de plaidoyer, dans les médias et sur les réseaux sociaux menée par des ONG yéménites et internationales, coordonnée par Crisis Action, avant la libération de 1081 détenus **- le plus grand échange de prisonniers en plus de sept ans de conflit au Yémen.**

OCTOBRE 2020

Une lettre adressée au secrétaire d'État des États-Unis par plus de 70 représentants et sénateurs, soutenue par une importante couverture médiatique américaine, toutes deux catalysées par Crisis Action, est créditée pour avoir contribué à debloquer **200 millions de dollars d'aide humanitaire pour le Yémen.**

FÉVRIER 2021

Un an après avoir lancé un « sursaut militaire », les chefs d'État du Sahel et le président français Emmanuel Macron annoncent pivoter vers un « sursaut civil et politique », conforme aux recommandations de la "Coalition citoyenne pour le Sahel" – une coalition diverse de plus de 50 organisations de la société civile mobilisées par Crisis Action. Des décideurs français, britanniques, européens et onusiens estiment que le plaidoyer de la Coalition citoyenne a contribué à « créer une atmosphère propice à de tels changements politiques ».

MARS 2021

Les partenaires de Crisis Action en Syrie et en Russie déposent **une action en justice sans précédent contre un contractant privé russe pour son rôle dans la torture d'un détenu en Syrie.** L'affaire, décrite comme ayant des implications potentiellement importantes pour la responsabilité concernant le traitement des détenus en Syrie, est l'une des collaborations innovatrices résultant d'une conférence tenue par Crisis Action réunissant 40 représentants des sociétés civiles syrienne et russe en 2019.

2020/21

MAI 2021

Les ministres des Affaires étrangères et du Développement du G7 annoncent une série de nouveaux engagements pour faire face aux crises en Birmanie, au Tigré, au Sahel, en Afghanistan et au Yémen. Suite à un plaidoyer coordonné par Crisis Action et ciblant les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France et du Canada, plusieurs engagements font écho presque mot pour mot aux recommandations des partenaires de Crisis Action.

JUIN 2021

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) approuve une force régionale en attente pour améliorer les opérations humanitaires et aider à **protéger plus de 2,3 millions de personnes dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique** - une décision considérée par le représentant d'un observateur régional chevronné comme étant le résultat direct d'un plaidoyer coordonné par Crisis Action.

> **« LES EFFORTS DE [CRISIS ACTION] POUR MOBILISER LE DÉBAT SUR LE YÉMEN ET INFLUENCER LA POSITION DES PAYS ET DES ACTEURS QUI LE PERPÉTUENT NE SONT RIEN DE MOINS QU'UN MIRACLE. JAMAIS, EN 25 ANS, JE N'AI TRAVAILLÉ AVEC DES DÉFENSEURS PLUS EFFICACES. DES MILLIONS DE PERSONNES AU YÉMEN LEUR DOIVENT LA VIE ». LISE GRANDE, COORDONNATRICE HUMANITAIRE DES NATIONS UNIES AU YÉMEN.**

JUILLET 2021

Une lettre ouverte coordonnée par Crisis Action, une campagne médiatique et sur les réseaux sociaux impliquant plus de 200 organisations (représentant tous les groupes ethniques de la Birmanie et des ONG des cinq continents) s'ajoutent aux efforts diplomatiques pour s'assurer que **l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution soutenant un embargo sur les ventes d'armes à la junte militaire birmane.**

JULY 2021

L'engagement des partenaires de Crisis Action avec plusieurs décideurs clés à l'ONU joue un rôle dans l'adoption par le Conseil de sécurité de la Résolution 2585, **permettant d'assurer la délivrance d'une aide humanitaire transfrontalière à 3,4 millions de personnes vivant dans le nord-ouest de la Syrie.**

CHANGER DE STRATÉGIE AU SAHEL

Sylvain Biville
Directeur France
Basé à Paris

Pendant huit ans, les forces internationales, au premier rang desquelles la France, ont usé de la force militaire pour tenter de chasser les groupes armés dits djihadistes de la région ouest-africaine du Sahel. Malgré ces efforts, 2020 a été l'année la plus sanglante depuis le début des opérations, et la région est devenue le théâtre de l'une des crises de déplacement à la croissance la plus rapide au monde.

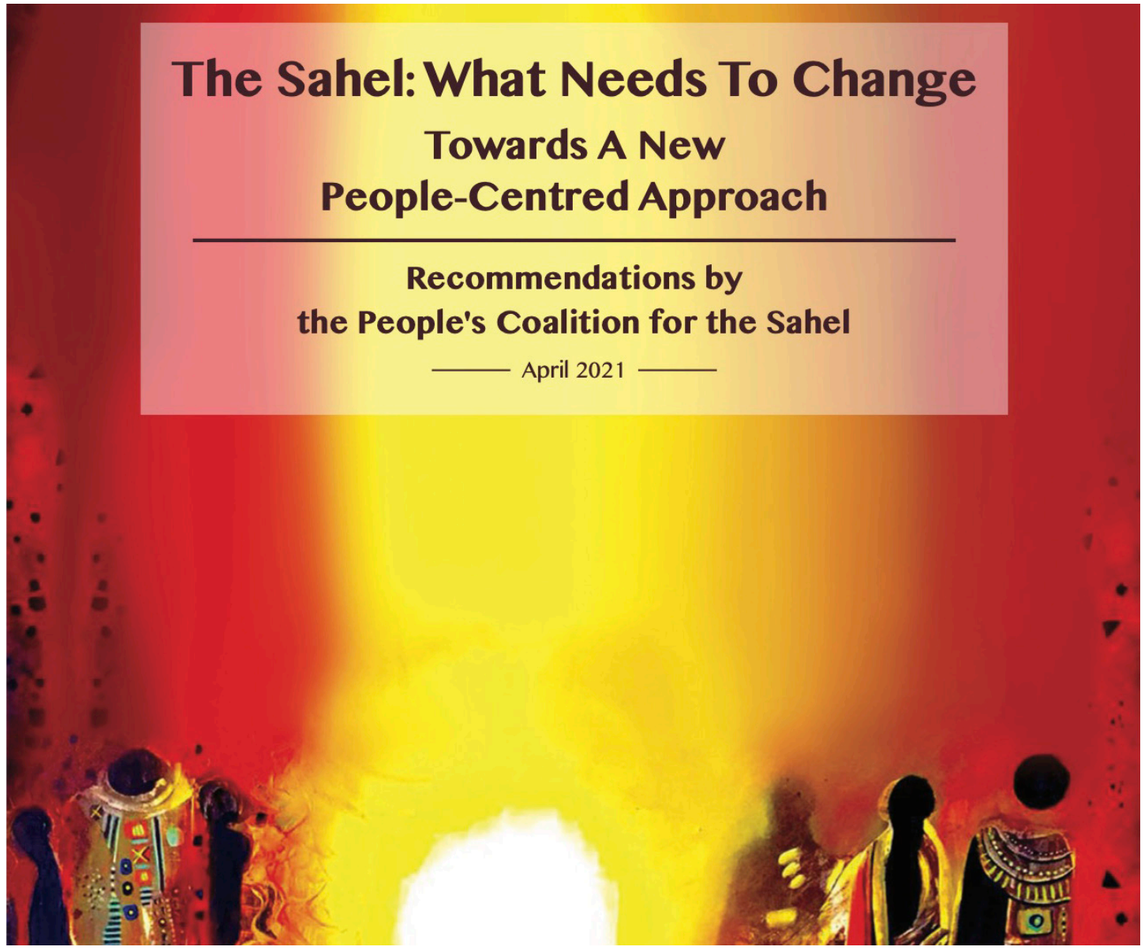
Quelque chose devait changer. La Coalition citoyenne pour le Sahel - une alliance de la société civile initiée par Crisis Action d'une ampleur et d'une diversité sans précédents - a aidé à amorcer ce processus en appelant à un changement radical de stratégie. Tirant les leçons de l'échec d'une approche principalement sécuritaire, nos partenaires ont proposé, dans le rapport historique « Le Sahel : ce qui doit changer », des mesures concrètes vers une réponse plus globale, centrée sur les populations, qui s'attaque aux causes profondes de la violence.

> **“NOUS DEVONS ADOPTER VOTRE NOUVELLE ORIENTATION VERS UNE APPROCHE CENTRÉE SUR LES BESOINS DES POPULATIONS » AMBASSADEUR BANKOLE ADEOYE, COMMISSAIRE DE L'UA AUX AFFAIRES POLITIQUES, À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ.”**

Nous avons organisé un événement de lancement virtuel en avril 2021, auquel ont participé plus de 300 personnes, notamment des décideurs politiques du Sahel, de l'UE, de l'Union africaine, des Nations Unies, des États-Unis, du Canada et du Japon. Nos messages sur la nécessité d'accorder la priorité à la protection des civils, d'améliorer la gouvernance dans la région, de lutter contre l'impunité pour les abus et d'assurer un financement et un accès humanitaire adéquats ont atteint 2,4 millions de personnes grâce à une couverture médiatique mondiale (dont des titres comme Le Monde et France 24). Nous avons fait pression pour la mise en œuvre des recommandations du rapport à travers une série de rencontres sur mesure avec plus de 40 décideurs politiques, et organisé des ateliers avec des partenaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger pour co-créer des stratégies d'engagement continu avec les gouvernements dans la région.

Les recommandations de la Coalition citoyenne ont été largement saluées par les principaux décideurs. Le Commissaire de l'Union africaine aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité, l'ambassadeur Bankole Adeoye, nous a dit que l'UA devait « adopter votre nouvelle orientation vers une approche centrée sur les personnes ».

Le tweet de l'envoyé britannique pour le Sahel, Clem Naylor, approuvant les recommandations de la Coalition citoyenne.



L'envoyé de la France pour le Sahel a décrit notre rapport comme « une approche à laquelle la France adhère ». Des membres du Conseil de sécurité de l'ONU tels que le Royaume-Uni et la Norvège ont écrit que leurs stratégies pour le Sahel « s'alignent désormais sur la Coalition citoyenne ».

Il est aujourd'hui largement admis que l'approche actuelle a échoué à protéger les populations civiles. En 2021, la France a annoncé qu'elle réduirait de moitié sa présence militaire dans la région. Les décideurs politiques sahéliens reconnaissent désormais que, selon les propos du ministre burkinabé de la Réconciliation, qu' « une réponse militaire n'est pas la solution ». Après avoir priorisé pendant des années une stratégie essentiellement antiterroriste, les gouvernements sahéliens et leurs partenaires internationaux ont annoncé un « sursaut civil et politique » censé permettre de s'attaquer aux questions de gouvernance et de redevabilité, conformément aux recommandations de la Coalition citoyenne. Des responsables français, britanniques, européens et onusiens ont estimé que les efforts de la société civile ont été déterminants pour provoquer ce changement. Selon les propos de l'envoyé du Royaume-Uni pour le Sahel : la Coalition citoyenne « a créé l'atmosphère propice à ces changements politiques ».

Ce nouveau consensus pour une approche révisée doit cependant encore se traduire par plus de sécurité pour les civils au Sahel. De plus, il menace de voler en éclat face à une série de reculs inquiétants : coups d'État militaires au Mali et au Tchad ; augmentation des attaques de groupes djihadistes ; prolifération des groupes d'autodéfense ; possible recours à des sociétés militaires privées. Plus que jamais, la société civile est appelée à exercer la pression nécessaire pour mettre en pratique le « sursaut civil » auquel les gouvernements se sont engagés. La Coalition citoyenne pour le Sahel et ses plus de 50 membres continueront de demander des comptes aux gouvernements dans la recherche urgente de protection et de paix pour les populations du Sahel.

SOUTENIR LES ESPOIRS DE PAIX AU YÉMEN

Joe Keyrouz
Directeur Moyen-Orient et Afrique du Nord
Basé à Beyrouth

IMPACT

1081: LE NOMBRE DE DÉTENUS LIBÉRÉS DANS LE CADRE DU PLUS GRAND ÉCHANGE DE PRISONNIERS EN PLUS DE SEPT ANS DE CONFLIT AU YÉMEN.

Comment Crisis Action décide-t-elle de ses campagnes ? La réponse est simple. Nous concentrons nos efforts sur les domaines où notre analyse et nos consultations avec les partenaires nous montrent que nous aurons le plus grand impact. Au Yémen, où un conflit brutal de sept ans a causé la pire crise humanitaire au monde, c'est la raison pour laquelle nous avons choisi de nous concentrer sur le déploiement de l'aide humanitaire, une plus grande redevabilité pour les crimes de guerre ; la fin des détentions arbitraires, et l'arrêt des ventes d'armes à la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite (qui, s'est-il avéré, les a utilisées contre des civils yéménites).

Nous avons réalisé des avancées importantes dans tous ces domaines au cours de l'année écoulée. Cependant, la série d'événements entre septembre et octobre 2020 constitue probablement les six semaines les plus marquantes de ma carrière à Crisis Action.

Pour commencer, nous avons travaillé avec des ONG yéménites et internationales sur une campagne conjointe de plaidoyer, dans les médias et sur les réseaux sociaux (décrite par l'Envoyé spécial des Nations unies au Yémen Martin Griffiths comme étant « formidable et opportune ») qui est intervenue juste en amont de la libération de 1 081 détenus arbitraires – le plus grand échange de prisonniers depuis le début du conflit.

En travaillant avec 20 partenaires yéménites et internationaux, nous avons ensuite persuadé les membres du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies de renforcer le mandat du Groupe d'experts éminents sur le Yémen (GEE) afin qu'il puisse recueillir et conserver les preuves nécessaires pour rendre compte des crimes de guerre.

Enfin, en réponse aux alertes sur un déficit dans le financement de la réponse humanitaire de l'ONU, nous avons assuré une couverture du problème aux heures de grande écoute sur CNN et coordonné l'envoi d'une lettre au secrétaire d'État Mike Pompeo signée par plus de 70 représentants et sénateurs, l'exhortant à intervenir pour écarter tout risque financier. Ces efforts ont été reconnus comme ayant contribué à obtenir plus de 200 millions de dollars pour financer l'aide et ont été décrits par la coordonnatrice humanitaire des Nations Unies au Yémen, Lise Grande, comme « rien de moins qu'un miracle ». « En 25 ans, je n'ai jamais travaillé avec des défenseurs plus efficaces. Des millions de personnes au Yémen doivent la vie à [Crisis Action] ». De tels éloges sont toujours gratifiants, surtout lorsqu'ils sont émis par une personne du calibre de Mme Grande. De plus les progrès significatifs réalisés pour mettre fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite sont tout aussi importants pour moi.

À la suite d'une vaste campagne coordonnée par notre bureau de Washington, comprenant notamment un éditorial dans le Washington Post, une lettre conjointe des principaux responsables d'ONG internationales au gouvernement américain et des témoignages de partenaires lors d'auditions au Congrès, les États-Unis ont suspendu les ventes d'armes à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite pendant un an en juillet 2020. En janvier 2021, la nouvelle administration Biden a prolongé cette suspension.

De l'autre côté de l'Atlantique, nous avons coordonné une déclaration commune de 12 ONG françaises et internationales exhortant le président Macron à, entre autres, établir un contrôle parlementaire sur les ventes d'armes, notamment à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. Nos partenaires ont parallèlement organisé un « die-in », au cours duquel 100 militants se sont étendus par terre simulant leur mort place de la République, l'une des plus fréquentées de Paris, dans une évocation frappante de l'impact des armes de fabrication française au Yémen. J'ai été impressionné par la créativité de nos collègues français, dans un contexte de strictes restrictions sanitaires.

Sur la base des recommandations de nos partenaires, une mission d'information de l'Assemblée nationale française a proposé un renforcement du contrôle parlementaire des ventes d'armes. Suite à cette mobilisation des élus, le Premier ministre, Jean Castex, a publié un décret autorisant un examen parlementaire régulier des ventes d'armes françaises – dans la droite ligne d'une partie de nos demandes. Bien qu'il soit utile de faire le bilan des avancées enregistrées, nous demeurons humbles. Chaque matin, 24 millions de Yéménites se réveillent toujours en ayant besoin d'aide humanitaire. La paix reste hors d'atteinte. Nos efforts pour protéger les civils de ce conflit brutal se poursuivent.

“LES EFFORTS DE [CRISIS ACTION] POUR MOBILISER LE DÉBAT SUR LE YÉMEN ET INFLUENCER LA POSITION DES PAYS ET DES ACTEURS QUI LE PERPÉTUENT NE SONT RIEN DE MOINS QU'UN MIRACLE. JAMAIS, EN 25 ANS, JE N'AI TRAVAILLÉ AVEC DES DÉFENSEURS PLUS EFFICACES. DES MILLIONS DE PERSONNES AU YÉMEN LEUR DOIVENT LA VIE ”

- Lise Grande, Coordonnatrice humanitaire des Nations unies au Yémen

@OCHA

IMPACT

200 MILLIONS DE DOLLARS : LE MONTANT PROMIS À LA RÉPONSE HUMANITAIRE DE L'ONU SUR LE YÉMEN. DES RESPONSABLES DE L'ONU ATTRIBUENT EN PARTIE CETTE AVANCÉE AUX ACTIVITÉS DE PLAIDOYER FACILITÉES PAR CRISIS ACTION

LUMIÈRE AU FOND DES TÉNÈBRES POUR LA SYRIE

Racha Mouawieh
Responsable de Plaidoyer et de Campagnes
Basée à Beyrouth

“GRÂCE À CETTE RÉSOLUTION, DES MILLIONS DE SYRIENS PEUVENT POUSSER UN SOUPIR DE SOULAGEMENT CE SOIR SACHANT QU’UNE AIDE HUMANITAIRE INDISPENSABLE CONTINUERA D’AFFLUER VERS IDLIB… ET LES PARENTS PEUVENT DORMIR TRANQUILLES CE SOIR EN SACHANT QUE PENDANT LES 12 PROCHAINS MOIS LEURS ENFANTS SERONT NOURRIS”

- Linda Thomas-Greenfield, US ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU.

Mars 2021 a marqué un triste anniversaire : celui des 10 ans de la répression brutale du soulèvement pacifique qui a dégénéré en conflit en Syrie. Mais nous étions déterminés à l'utiliser pour recentrer l'attention mondiale sur les mesures urgentes nécessaires à la protection des Syriens menacés.

A cet égard, je suis enchantée de voir les progrès de notre programme pionnier sur la Russie [voir la section suivante]. Mais je suis toute aussi fière de notre travail cette année sur des terrains plus familiers. En 2015, Crisis Action a joué un rôle clé dans la création du mécanisme transfrontalier des Nations Unies assurant le flux d'aide humanitaire indispensable dans le nord-ouest du pays, sous contrôle de l'opposition. Cette année, nous avons facilité l'engagement de nos partenaires avec des décideurs clés à l'ONU pour garantir que la Résolution 2585, renouvelant le mécanisme, soit adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité (CSNU). Ce mécanisme est vital pour les 3,4 millions de personnes vivant dans la région.

Sécuriser des actions contre la détention – pour les dizaines (voire les centaines) de milliers de personnes détenues arbitrairement depuis le début du conflit, et leurs familles et proches demeurant privés d'informations concernant leur disparition – a été un autre objectif majeur tout au long de l'année.

Nous avons aidé notre partenaire, Families for Freedom, à informer le CSNU en juillet 2020, dans le cadre de l'un des tous premiers événements officiels du Conseil sur les détenus. Et nous avons soutenu la publication d'un rapport du Groupe de la Charte Vérité et Justice des détenus syriens et de leurs familles sur la nécessité d'un mécanisme international pour les personnes disparues. Cette recommandation ayant été reprise par la Commission d'enquête de l'ONU, nous facilitons maintenant l'engagement des partenaires syriens avec les États membres pour la création de ce mécanisme.

Crisis Action a aidé ses partenaires à raconter leurs histoires dans les médias du monde entier.

Nous avons également profité de ce même anniversaire pour maintenir la question des détenus, entre autres priorités, à l'ordre du jour mondial. Nous avons encouragé les États-Unis à organiser une réunion du CSNU le jour de l'anniversaire, pour solliciter un engagement dans la lutte contre la détention de la part d'un éventail d'autres gouvernements. Nous avons réuni 11 représentants d'ambassades et hauts fonctionnaires de l'ONU pour un briefing sur les détenus organisé par l'ambassade de Suède à Beyrouth. En collaboration avec la mission permanente du Liechtenstein, entre autres, nous avons animé un événement, « Dix ans de conflit en Syrie », aidant des partenaires syriens à présenter des arguments convaincants en faveur d'une action contre les mesures de détention devant un public d'ambassadeurs et de responsables de l'ONU. Nous avons également utilisé l'anniversaire comme une opportunité de permettre aux partenaires syriens de raconter à nouveau leurs histoires de détention et plus encore, dans la presse du monde entier – des médias internationaux tels que CNN, The Guardian et Sky News, aux médias nationaux influents tels que Lenta en Russie.

Lorsque Crisis Action a commencé à travailler sur la question des détenus en 2019, le sujet avait rarement été soulevé au Conseil de sécurité de l'ONU. Aujourd'hui, la nouvelle administration américaine a signalé son intention de poursuivre l'action du Conseil sur la question. J'ai entendu plusieurs histoires déchirantes de partenaires syriens, d'amis et de proches qui disparaissent sans laisser de traces. Je suis fière que nous ayons aidé à placer et à maintenir leur histoire à l'ordre du jour international, et j'espère qu'elle leur apportera, un jour, la justice qu'ils méritent.

IMPACT

3,4 MILLIONS : LE NOMBRE DE CIVILS DANS LE NORD-OUEST DE LA SYRIE QUI ONT DÉSORMAIS ACCÈS À L’AIDE HUMANITAIRE TRANSFRONTALIÈRE, SUITE À L’ADOPTION PAR L’ONU DE LA RÉSOLUTION 2585

CHANGER DE NARRATIF EN RUSSIE

Par Sacha de Wijs
Directeur des engagements stratégiques
Basé à Berlin

Pendant plus de six ans, le gouvernement russe a joué un rôle majeur dans le conflit en Syrie, où il a été impliqué, selon l'ONU et des groupes internationaux de défense des droits humains, dans des violations des droits humains et d'éventuels crimes de guerre. Cependant, il n'y a eu pratiquement aucune couverture médiatique sur ce sujet en Russie, une grande partie des médias étant contrôlée par le Kremlin, et les médias indépendants et la société civile étant fortement limités dans leur connaissance et leur accès à la Syrie.

Depuis 2019, Crisis Action travaille avec la société civile syrienne et russe pour combler ce fossé, en mettant les organisations et les individus en contact, et en permettant aux médias et à la société civile russes indépendants de témoigner de leurs propres observations sur ce qui se passe réellement en Syrie.

Ces efforts se sont matérialisés par une série de percées cette année, dont le premier rapport jamais produit par la société civile russe sur le conflit syrien. Après plus de deux ans de production et se basant sur plus de 150 sources premières, ce document de 192 pages détaille les violations des droits humains commises par toutes les parties prenantes, y compris la Russie, et a été largement couvert par les médias russes et internationaux.

Un autre événement marquant est intervenu en mars 2021, lorsque des ONG syriennes et russes ont déposé une plainte contre le groupe Wagner, une entreprise militaire privée russe, pour son implication dans la torture d'un détenu syrien. L'affaire découle du tout premier événement de dialogue de la société civile russo-syrienne, que Crisis Action a organisé pour 40 militants syriens et russes en 2019. Cela pourrait avoir des implications importantes pour la reddition de comptes sur le traitement futur des détenus en Syrie et au-delà.

À l'origine de tout ce travail se trouve notre analyse selon laquelle l'opinion publique en Russie est davantage susceptible d'influencer le gouvernement russe, afin qu'il respecte ses obligations de protéger les civils dans les conflits, que des années de diplomatie internationale. Le fait que l'État impose des restrictions de plus en plus strictes sur la manière dont les médias et la société civile informent le public russe suggère que le Kremlin partage ce point de vue. Selon moi, cela montre également à quel point il est important que nous continuions ce travail novateur.

ENGAGER LA CHINE SUR LE SOUDAN DU SUD

Sue Mbaya
Ancienne directrice Union africaine (2018 – 2021)
Basée à Addis-Abeba

Inciter la Chine à devenir une force de paix n'est pas seulement un nouveau terrain pour Crisis Action, mais pour la société civile dans son ensemble. Un travail pionnier.

Le point focal logique pour le lancement de cet engagement était le Soudan du Sud, où Crisis Action a une longue expérience de campagnes collaboratives, et où la Chine a beaucoup investi – à la fois économiquement et dans son image de partenaire bienveillant et responsable du gouvernement du Soudan du Sud.

Un premier exploit a été la collaboration de Crisis Action avec le Forum de la société civile du Soudan du Sud, le collectif artistique AnaTaban et les enfants de l'orphelinat de Juba, pour concevoir et produire une fresque murale et une animation illustrant l'espoir placé par les enfants sud-soudanais dans un soutien chinois à la paix dans leur pays. Dévoilée le 16 juin, (journée internationale de l'enfant africain), la fresque a été diffusée par les médias nationaux et internationaux, et vue par 4 millions de personnes sur Twitter. Les émissaires du gouvernement chinois présents en Afrique ont reçu des cartes postales numériques de la fresque, envoyées par nos partenaires de campagne.

Crisis Action a ensuite clôturé l'année en travaillant avec le China Africa Project, basé en Afrique du Sud, sur l'organisation d'un webinaire et un podcast explorant le rôle de la Chine dans le processus de paix. Le webinaire a fourni une plate-forme sans précédent à la société civile sud-soudanaise pour partager, directement avec de hauts responsables chinois, ses demandes et attentes concernant le partenariat de la Chine avec son pays. Cet événement a été l'occasion de confronter le principe, cher à la Chine, de non-interférence dans les affaires intérieures, à la réalité telle que les Sud-Soudanais la voient.

Avant l'événement, un collègue du China Africa Project avait prédit qu'il faudrait dix ans de travail dans pour convaincre des hauts-responsables chinois de participer à une telle rencontre. Dépasser les attentes des partenaires de manière aussi spectaculaire n'est pas le but des campagnes de Crisis Action – il n'empêche que cela est gratifiant ! C'est également de bon augure alors que Crisis Action et ses partenaires cherchent à transformer ces premières avancées en actions qui contribuent à assurer la paix au Soudan du Sud.

PRIORITÉ À LA PROTECTION AU G7

Martine Lekutanoy
Chargée de Plaidoyer et de Campagnes
Basée à Londres

« Crack the Crises » est une collaboration pionnière de la société civile demandant aux pays membres du G7, qui s'est réuni en 2021 à Carbis Bay, au Royaume-Uni, d'agir pour s'attaquer aux problèmes interdépendants que sont l'accès aux vaccins, le changement climatique, les inégalités et les conflits. En collaboration avec les équipes britanniques de partenaires clés de Crisis Action tels que Save the Children, NRC et Crisis, nous avons formulé des recommandations d'action sur les conflits. Nous avons également coordonné des réunions avec des responsables gouvernementaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France et au Canada, afin de rappeler à ces pays, parmi les plus puissants du monde, leur responsabilité de protéger les populations les plus vulnérables.

Le communiqué conjoint des ministres des Affaires étrangères et du Développement en conclusion du sommet reprenait plusieurs recommandations de nos partenaires – certaines presque mot pour mot. Il s'agit notamment d'un nouveau Pacte du G7 pour la prévention de la famine et des crises humanitaires (avec un financement supplémentaire de 800 millions de dollars pour le plan de réponse humanitaire au Yémen), ainsi que d'autres engagements sur les droits humains et des situations humanitaires en Chine, en Birmanie, au Yémen, en Éthiopie, au Mozambique et au Sahel. Les engagements sur le Sahel ont peut-être été les plus gratifiants, car le conflit n'était même pas à l'ordre du jour du G7 avant notre campagne.

Quelques semaines après la clôture du sommet, nous avons facilité un nouveau comité parlementaire multipartite sur le « Conflit et "Global Britain" », afin de s'assurer que la rhétorique encourageante du sommet soit suivie d'actions concrètes. Le travail pour que les gouvernements du G7 respectent leurs engagements ne fait que commencer.

NOS RÉPONSES D'URGENCE

Les réponses d'urgence sont des campagnes plus courtes et plus ciblées facilitées par Crisis Action, en parallèle de ses campagnes clés à plus long terme.

TANZANIE

OCTOBRE 2020

Patricia Nyaundi
Ancienne directrice Nairobi (2018-2021)
Basée à Nairobi

Alors que se multipliaient les allégations de violences d'État, d'intimidations et de répression des électeurs avant l'élection présidentielle tanzanienne d'octobre 2020, un groupe d'organisations de la société civile menée par le Centre tanzanien contentieux stratégique (CSL) a contacté Crisis Action pour aider à prévenir de possibles violences postélectorales. « Si nous restons les bras croisés », affirmait un partenaire, « plusieurs milliers trouveront la mort avant la fin du mois ».

En réponse à cette crise imminente, Crisis Action a travaillé avec des partenaires et des alliés, notamment le CSL, la Commission des droits de l'Homme du Kenya, Kituo Cha Katiba et Tanzania Elections Watch, pour mettre en lumière les pratiques électorales inacceptables dans la presse nationale et internationale, avec l'appui d'une campagne sur les réseaux sociaux suivie par plus de 10 millions de personnes dans la région. Nous avons également facilité des sessions d'information pour nos partenaires et d'autres experts régionaux avec de hauts responsables de l'ONU et de l'Union africaine (UA), qui ont été suivies d'appels à des élections libres et équitables de la part du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki.

Bien que nous ne puissions pas considérer les élections qui ont suivi comme entièrement libres et équitables, les pratiques d'intimidation ont été moindres, des agents électoraux et candidats de l'opposition ont été libérés et il leur a été permis de prêter serment. Les Tanzaniens – au premier rang desquels le président Magafuli – savaient que les regards du monde étaient braqués sur eux. Les violences postélectorales ont été minimes.

Illustration pour les réseaux sociaux créée pour la campagne en Tanzanie.

HAUT-KARABAKH

OCTOBRE — NOVEMBRE 2020

Eleanor Kennedy
Directrice Royaume-Uni par intérim
Basée à Londres

Fin septembre 2020, la paix fragile entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le territoire contesté du Haut-Karabakh s'est à nouveau fracturée. Il y a eu des pertes civiles, et le risque d'une aggravation rapide s'est accru à mesure que se déployaient des forces terrestres, l'artillerie lourde et des drones de combat.

Pour désamorcer cette menace, Crisis Action a initié un engagement avec des responsables russes, allemands et français pour les persuader de jouer un rôle actif dans la négociation de la paix. Nous avons travaillé avec des écrivains, des militants, des chefs religieux (y compris Sa Sainteté Guaréguine II, chef de l'église arménienne) ainsi qu'avec des voix de la société civile des deux pays pour montrer l'unité entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais dans leurs appels à la paix, que nous avons partagés avec des décideurs politiques clés et des médias français, allemands et internationaux. Après une campagne d'un mois, un accord de paix négocié par la Russie a abouti à un cessez-le-feu qui, heureusement, perdure jusqu'à ce jour.

J'avoue qu'avant de travailler sur cette campagne, je n'avais pas vraiment réalisé à quel point les sentiments autour de ce conflit étaient si polarisés et bruts. Réunir les deux camps de cette manière est donc quelque chose dont je suis incroyablement fière. Pour un conflit rarement considéré comme une priorité par les gouvernements ou la société civile, la réponse des organisations de la société civile impliquées m'a amenée à croire que seule Crisis Action pouvait initier une telle initiative. Bien que les causes profondes du conflit entravent les perspectives d'une paix durable, notre réponse d'urgence a permis de poser les bases nécessaires pour que les partenaires, les décideurs politiques et les militants continuent de protéger les civils de la région.

Crisis Action a contribué à ce que les appels à la paix soient relayés par les médias.

MOZAM-BIQUE

FÉVRIER 2021 — EN COURS

Aditi Lalbahadur
Responsable de Plaidoyer et de Campagnes
Basée à Johannesburg

La province mozambicaine, riche en ressources, de Cabo Delgado a connu une hausse de la violence depuis 2017, qui s'est intensifiée en 2020 lorsque des groupes armés insurgés ont pris le contrôle de quatre districts. La violence s'est intensifiée au cours de l'année suivante, faisant des centaines de morts et plus d'un demi-million de déplacés. Malgré cela, les organisations régionales de défense des droits humains et de consolidation de la paix ont signalé une réticence de la part des autorités mozambicaines à s'attaquer aux causes profondes du conflit, et un manque de soutien de la communauté internationale, notamment le principal organisme intergouvernemental régional, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

C'est dans ce contexte que nous avons lancé une réponse d'urgence en février 2021. Nous avons coordonné une lettre adressée à la SADC par 31 ONG locales et internationales, l'exhortant à une action plus décisive pour lutter contre l'insurrection et maintenir la paix et l'accès humanitaire pour les 2,3 millions d'habitants de Cabo Delgado. Crisis Action a également organisé une table ronde réunissant des universitaires et des groupes de réflexion influents sur la manière dont la SADC devrait aborder le conflit. Simultanément, nous avons coordonné une campagne réseaux sociaux qui a touché plus d'un million de personnes à travers la région.

IMPACT

2,3 MILLIONS — HABITANTS DE CABO DELGADO SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR UNE MEILLEURE PROTECTION ET UNE AIDE D'URGENCE SUITE AUX ANNONCES DU SOMMET DE LA SADC LE 23 JUIN 2021.

Lors de son sommet en juin, la SADC a annoncé le déploiement d'une force en attente, la formation d'un centre d'opérations humanitaires et d'intervention d'urgence, et a encouragé les États membres à travailler avec les agences humanitaires pour fournir de l'aide dans les zones touchées. Un travailleur humanitaire chevronné de la région a attribué cette avancée majeure au plaidoyer coordonné par Crisis Action. Bien que les habitants de Cabo Delgado n'aient toujours pas obtenu la paix et la sécurité, je suis heureuse d'avoir pu contribuer à faire avancer leur cause.

ISRAËL ET LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

MAI-JUIN 2021

By Sacha de Wijs
Directeur des engagements stratégiques
Basé à Berlin

A intervalle régulier, une nouvelle escalade de la violence fait irruption dans le conflit que subissent depuis des décennies les peuples israélien et palestinien. La dernière escalade, en avril et mai 2021, compte parmi les pires à ce jour. Des emplacements civils ont été frappés par des tirs de roquettes, loin à l'intérieur d'Israël, y compris à Tel-Aviv, et pour la première fois, le gouvernement américain a été parmi ceux qui ont affirmé le droit légitime d'Israël à l'autodéfense. Dans le même temps, la réponse du gouvernement israélien a suscité des critiques concernant son usage disproportionné de la force, avec de conséquences graves pour les civils palestiniens.

Crisis Action a réagi immédiatement, rassemblant des ONG partenaires et des experts du monde entier pour envisager la meilleure façon de répondre au besoin de protection des civils israéliens et palestiniens. Il y avait au sein de cette coalition un alignement clair : bien que les traits de cet accès de violence soient tristement familiers, il était vital d'aller au-delà d'une simple critique de l'escalade de la violence et de plutôt s'attaquer aux causes profondes de celle-ci, pour empêcher de nouvelles flambées encore plus sanglantes à l'avenir.

Par conséquent, alors qu'un accord de cessez-le-feu était conclu, Crisis Action et ses partenaires se sont tournés vers une stratégie visant à encourager la nouvelle administration Biden à respecter son engagement pour la défense des droits humains et à utiliser son influence pour prévenir un nouvel accès de violence.

Nous avons coordonné une lettre mondiale signée par 680 personnalités et organisations de premier plan de 75 pays – dont des Israéliens et des Palestiniens, des dirigeants du monde entier et des lauréats du prix Nobel – appelant les États-Unis à faire preuve de leadership pour s'attaquer aux causes profondes du conflit. Nous avons soutenu la promotion de la lettre sur les réseaux sociaux (où le hashtag #NowIsTheTime a été vu près de 12 millions de fois dans le monde) et assuré la couverture de la lettre par des médias internationaux tels qu'Al Jazeera et Mediapart, et régionaux tels que Palestine Chronicle et Gaza Post.

Je suis fier de la contribution que Crisis Action a pu apporter en si peu de temps pour aider à catalyser l'action autour de ce conflit, l'un des plus complexes de notre temps, en réunissant une des coalitions les plus diverses jamais coordonnée par notre organisation.

IMPACT

#NOWISTHETIME:680 DIRIGEANTS DE 75 PAYS ONT SIGNÉ LA LETTRE APPELANT LE PRÉSIDENT BIDEN À AGIR POUR S'ATTAQUER À DES POLITIQUES QUI VIOLENT LES DROITS HUMAINS ET RISQUENT DE PERPÉTUER LA VIOLENCE ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS.

BIRMANIE

MAI 2021 – EN COURS

Gareth Sweeney
Directeur Nations Unies
Basé à New York

En réponse au coup d'État militaire de février 2021 et à la violente répression des manifestations pacifiques qui a suivi, nous avons réuni une coalition de partenaires birmans et internationaux pour publier une déclaration conjointe, signée par plus de 200 organisations des cinq continents, appelant à mettre fin à la violence, en particulier par l'imposition d'un embargo mondial de l'ONU sur les armes à destination de la junte militaire birmane. Nous avons veillé à ce que la lettre soit partagée dans le monde entier, dans la presse, du New York Times au South China Morning Post, et à travers notre campagne sur les réseaux sociaux #NotOneBulletMore, qui a touché plus de 10 millions de personnes dans le monde en une semaine.

Le Conseil de sécurité de l'ONU étant réticent à agir et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) indécise, nous nous sommes tournés vers l'ensemble des États membres. Le point culminant de la campagne a été atteint en juillet lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné le coup d'Etat et a appelé à la fin de tous les transferts d'armes. C'est la troisième fois seulement depuis la fin de la guerre froide que l'ONU émettait une telle condamnation par le biais de l'Assemblée générale. Cette résolution, selon les propos de l'ambassadeur de l'UE Oloof Skoog, « envoie un message fort et puissant… [qui] délégitime la junte militaire… et démontre son isolement aux yeux du monde ». C'est un message qui a été entendu non seulement par la junte elle-même, mais aussi par Pékin et Moscou, qui contribuent à armer la junte.

Grâce à notre réseau de partenaires passionnés et dynamiques, nous poursuivons les efforts pour refuser à la junte la légitimité qu'elle recherche et encourageons l'action du Conseil de sécurité pour la protection des civils de la Birmanie face à la violence en cours et à la crise de la Covid-19.

Illustration pour les réseaux sociaux créée pour la campagne Birmanie.

Nick Martlew
Directeur exécutif par intérim, Digital Action

PORTER LE MODÈLE CRISIS ACTION DANS DE NOUVEAUX SECTEURS

Le lancement de Digital Action n'était, en soi, qu'une expérimentation. Le modèle d'action collective promu par Crisis Action pouvait-il être adapté pour garantir la promotion de la démocratie et des droits humains, plutôt que leur dégradation, à l'ère du numérique ?

Deux ans plus tard, nous continuons à apprendre. Cependant, il ne s'agit plus de savoir « si » le modèle peut être appliqué, mais « comment ».

Digital Action est désormais une équipe de huit personnes collaborant dans trois pays différents. Nous avons réuni, ensemble, plus d'une centaine d'organisations, aux idéologies et aux géographies différentes, pour aider à mettre en évidence la perturbation numérique des élections, à souligner l'iniquité dans l'élaboration des règles en ligne et à développer de nouvelles idées de politiques à mener pour demander des comptes aux "Big Tech" pour le rôle qu'elles jouent dans la progression de la désinformation, de la polarisation et des discours de haine.

Nous avons adapté le modèle aux différents contextes dans lesquels nous opérons. L'identité et le réseau autour de notre secteur d'activité étant en constante évolution, nous n'avons pas de partenaires clés. Nous n'avons pas non plus un seul « nord magnétique » moral semblable à celui qu'a Crisis Action pour la protection des civils. De multiples principes et valeurs – vie privée, sécurité, liberté d'expression, anonymat, accessibilité, etc. – sont en jeu et souvent en tension. Pour organiser une coalition pareille, nous devons développer notre propre position politique – il n'existe pas d'« intermédiaire neutre ».

Cependant, l'essence du modèle Crisis Action – l'absence de visibilité publique, les coalitions "à la carte", le pouvoir du réseau, l'accent mis sur l'impact – reste au cœur de notre travail et des progrès que nous avons pu réaliser à ce jour.

Il est merveilleux de voir Crisis Action continuer d'inspirer et de soutenir des pionniers de l'action collective dans de nouveaux secteurs, Climate Catalyst en est l'illustration la plus récente. L'objectif principal de Digital Action sera toujours de rassembler des idées et des personnes pour renforcer la démocratie à l'ère du numérique. Mais si la façon dont nous avons adapté le modèle de Crisis Action pour atteindre nos objectifs inspire d'autres secteurs à faire de même, notre travail en sera d'autant plus gratifiant.

En savoir plus sur le modèle d'action collective primé de Crisis Action dans notre Manuel pour le changement (Handbook for Change).
CrisisAction.org/handbook [URL pour la version imprimée/PDF uniquement]

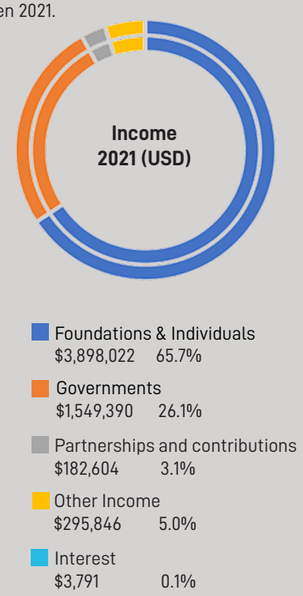
BILAN COMPTABLE DE L'ANNÉE

Finances 2019-20

Recettes	2021 £	2020 £	2021 $	2020 $
Fondations et particuliers	2,746,633	2,784,929	3,898,022	3,437,549
Gouvernements	1,091,735	956,154	1,549,390	1,180,219
Contributions des partenaires	128,667	141,935	182,604	175,197
Autres	208,460	86,112	295,846	106,291
Intérêt	2,672	5,506	3,791	6,796
Total	**4,178,166**	**3,974,636**	**5,929,653**	**4,906,052**
Dépenses				
Salaires et charges afférentes	2,835,895	3,003,017	4,024,702	3,706,744
Locaux	194,373	273,114	275,855	337,115
Déplacements et frais connexes	23,017	248,051	32,666	306,179
Informatique, communications et fournitures de bureau	117,557	156,622	166,837	193,324
Publications	76,650	90,612	108,781	111,847
Événements	5,849	9,792	8,301	12,086
Frais professionnels	67,559	117,608	95,879	145,168
Dépréciation d'actif	14,527	17,784	20,617	21,952
Charges financières	152,720	44,490	216,740	54,916
Dépréciation	8,987	5,531	12,755	6,827
Total	**3,497,134**	**3,966,621**	**4,963,132**	**4,896,159**
(Déficit)/Excédent avant imposition	**681,032**	**8,015**	**966,521**	**9,893**
Imposition	**-509**	**-1,046**	**-722**	**-1,291**
(Déficit)/Excédent après imposition	**680,523**	**6,968**	**965,799**	**8,601**
Taux de change au 31 mai 2021 (USD)	1.4192	1.4192		
Taux de change au 31 mai 2020 (USD)	1.2343	1.2343		

Les dépenses de 2021 étaient inférieures aux dépenses de 2020. Le montant en dollars américains des dépenses de 2021 est supérieur en comparaison avec 2020 en raison d'une dépréciation de la livre Sterling en 2021.

	2021 £	2020 £	2021 $	2020 $
Actifs immobilisés	28,980	37,968	41,129	46,865
Débiteurs[1]	190,402	256,203	270,218	316,242
Espèces en banque	4,607,377	2,365,619	6,538,789	2,919,978
Créanciers[2]	-2,837,992	-1,351,547	-4,027,679	-1,668,268
Actif net	1,988,766	1,308,243	2,822,457	1,614,816
Fonds propres				
Réserve de frais généraux d'exploitation[3]	1,671,499	1,671,499	2,372,191	2,063,198
Fonds réservés	0	19,167	-	23,658
Fonds non réservés[4]	317,267	-382,423	450,266	-472,040
Fonds propres	1,988,766	1,308,243	2,822,457	1,614,816



1 £125,824 ($178,570) de fonds débiteurs sont des dons pour 2020/21 reçus en 2021/22.
2 £2,509,340 ($3,561,255) de fonds créanciers est le montant d'un fond différé reporté sur 2021-2022.
3 Les fonds propres en USD ont été réévaluées en utilisant le taux de change USD/GBP de mai 2021.
4 Les fonds non réservés comprennent trois actions d'une valeur nominale de 1 £. Ces actions sont détenues par les administrateurs qui ne perçoivent aucun dividende.

LA VOIE À SUIVRE

Nicola Reindorp
Directrice exécutive
Basée à Londres

J'ai eu l'immense honneur de devenir la nouvelle directrice exécutive de Crisis Action en avril 2021, et le plaisir que ma chère collègue Janah Ncube, accepte d'être à mes côtés en tant que directrice exécutive adjointe. L'une de mes premières tâches a été de travailler avec Janah et notre incroyable équipe, partenaires et alliés à l'élaboration d'une nouvelle stratégie ambitieuse sur trois ans pour protéger les civils des conflits à travers le monde.

Les conflits ont causé jusqu'à nos jours le déplacement de plus de 80 millions de personnes. Le coût annuel des conflits violents est estimé à 14 000 milliards de dollars, soit plus de 10 % du PIB mondial. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, soumises à d'horribles abus, à la fois sexuels et sexistes. Stimulant l'extrémisme, déformant les priorités politiques et les résultats électoraux, exacerbant le changement climatique, augmentant les divisions et les inégalités et entravant la façon dont nous surmontons les pandémies, les conflits nous touchent tous d'une manière ou d'une autre.

Dans ce contexte, l'objectif principal de Crisis Action continuera d'être la protection des civils dans des situations nationales spécifiques, la mise en place de changements systémiques plus larges et la réduction des menaces futures. A cette fin, il s'agit de :

• Utiliser notre modèle de collaboration et de co-création de campagne pour transférer le pouvoir aux groupes marginalisés et aux autres groupes les plus touchés par les conflits, afin que leurs voix soient entendues et façonnent les politiques et les pratiques ;

• S'attaquer aux inégalités entre les sexes et à l'exclusion des femmes dans l'élaboration des politiques et des priorités ;

• Faire pression pour favoriser un plus grand respect des normes sur la protection des civils, y compris le droit international humanitaire et les droits humains, et les engagements des gouvernements quant à leur responsabilité de protéger ;

• Exiger des réponses multilatérales plus rapides et plus efficaces pour empêcher l'escalade des conflits violents ;

• Lutter contre les situations où le changement climatique et la dégradation de l'environnement exacerbent les conflits, et réduire à zéro l'empreinte carbone de notre organisation.

En outre, nous favoriserons de nouvelles collaborations, en recherchant de nouveaux alliés et en identifiant de nouvelles opportunités pour partager et reproduire notre modèle dans tous les secteurs. Notre équipe deviendra encore plus diverse et mondiale, permettant un plus grand engagement avec l'Afrique francophone et l'Asie, et l'expansion de nos programmes pionniers sur la Russie et la Chine. Nous sommes également extrêmement heureux d'accueillir Divya Iyer en tant que première directrice de l'intervention d'urgence, de l'apprentissage et de l'innovation, pour diriger une nouvelle équipe axée sur l'amélioration de notre créativité, de notre apprentissage et de notre capacité à répondre rapidement aux crises émergentes.

Et bien sûr, nous continuerons à entretenir cette culture d'équipe qui nous est particulière et qui fait que c'est un privilège de servir et de diriger cette équipe. Je suis ravie de continuer à développer l'impact de Crisis Action. Dans un monde où les menaces à la sécurité humaine se font multiples, interdépendantes et recrudescentes, notre but est tout aussi urgent et notre modèle pionnier d'action collective plus vital que jamais.

NOTRE CONSEIL D'ADMINIST-RATION

DR. ANNA NEISTAT (PRÉSIDENTE)

Directeur juridique de la Fondation Clooney pour la Justice. Elle est ancienne directrice de la recherche à Amnesty International. Elle a mené plus de 60 enquêtes dans des zones de conflit à travers le monde et a été l'auteur ou la co-auteur de plus de 40 rapports de Human Rights Watch (HRW).

ARNOLD TSUNGA

L'un des principaux avocats africains des droits humains et directeur pour l'Afrique de la Commission internationale de juristes. Ancien directeur exécutif des Avocats du Zimbabwe pour les droits humains (Zimbabwe Lawyers for Human Rights).

PAUL FLETCHER (TRÉSORIER)

Président de Teach for All et LeadersQuest. Membre du conseil d'administration de Systemiq et de GIC. Paul possède une vaste expérience dans les services financiers, les marchés émergents et le secteur du capital-investissement.

JACQUELINE MUNA MUSIITWA

Avocate internationale et experte en développement. Elle était directrice associée du groupe Hoja Law, du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, de l'Organisation mondiale du commerce et était membre du conseil d'administration de la Banque centrale de Zambie.

MONA YOUNIS

Consultante indépendante sur le développement organisationnel, les droits humains et le Moyen-Orient, Mona a cofondé le Fonds Arabe pour les Droits Humains et le Fund for Global Human Rights.

REGAN E. RALPH

Présidente et PDG du Fund for Global Human Rights (FGHR). Elle était vice-présidente pour la santé et les droits reproductifs au Centre National pour les Droits des Femmes et était directrice de la division des droits des femmes à HRW.

KHALED MANSOUR

Un consultant indépendant spécialiste en communication et droits humains. Il occupait le poste de directeur exécutif de l'Egyptian Initiative for Personal Rights et de directeur de la communication de l'UNICEF.

BRUNO STAGNO UGARTE

Directeur exécutif adjoint en charge du plaidoyer auprès de HRW. Ancien ministre des Affaires étrangères du Costa Rica, ambassadeur auprès des Nations unies, chef de cabinet du ministère des Affaires étrangères et directeur exécutif du Rapport du Conseil de sécurité.

NOTRE ÉQUIPE EN 2020-21

Bureau Union africaine (Addis-Abeba)
- Golda Keng
- Sue Mbaya
- Hany Wahila

Bureau Union européenne (Bruxelles)
- Philip Almaral
- Sofia Fiammenghi
- Jaqueline Hale

International
- Pranjali Acharyi (London)
- Mohamadu-Moustapha Ba (Dakar)
- Robbie Baruch (London)
- Sarah Berry (London)
- Sophie Correia (London)
- Laura Couderc (Paris)
- Maya El Ammar (Beirut)
- Hlengiwe Makhaza (Rustenburg)
- Alistair Martin (London)
- Vivienne Miliza (Nairobi)
- Paul Musiol (Brussels)
- Rida Nazir (London)
- Michelle Oduor (Nairobi)
- Elvis Salano (Nairobi)
- Lynette Searle (London)
- Laura Whitby (London)
- Georges Zailah (Beirut)

Bureau Moyen-Orient et Afrique du Nord (Beyrouth)
- Sulafah Al Shami
- Nanor Bitar
- Chermine Haidar
- Rayane Hassan
- Joe Keyrouz
- Karim Khalifeh
- Racha Mouawieh

Bureau de Nairobi
- Djae Aroni
- Davis Makori
- Stephanie Musho
- Patricia Nyaundi

Bureau de Paris
- Jean-Michel Betran
- Sylvain Biville
- Sophie Busson
- Armande Pembele
- Héloïse Ruel

Equipe dirigeante
- Sacha de Wijs (Berlin)
- Andrew Hudson (New York)
- Janah Ncube (Bulawayo)
- Vijay Patel (London)
- Nicola Reindorp (London)

Bureau Afrique du Sud (Johannesburg)
- Aditi Lalbahadur

Bureau de Londres
- Hayley Davidson
- Alison Griffin
- Eleanor Kennedy
- Martine Lekutanoy

Bureau Nations Unies (New York City)
- Darren George
- Marie-Christine Greichi
- Eric Eikenberry
- Sienna Merope
- Gareth Sweeney

Bureau de Washington DC
- Fatima Ayoub
- Hannah Clager
- Carolyn Greco
- Kelly Horan
- Christopher Le Mon

NOS PARTENAIRES

Partenaires principaux:

- 11.11.11
- Action contre la faim (ACF)
- Aegis Trust UK
- African Centre for Justice and PeaceStudies (ACJPS)
- African Leadership Center
- African Research and Resource Forum (ARRF)
- Agency for Cooperation on Research in Development (ACORD)
- Amnesty - UK
- Amnesty International
- Arab NGO Network for Development (ANND)
- Atrocities Watch Africa
- Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
- CARE France
- CARE International UK
- Center for Civilians in Conflict (CIVIC)
- Centre for Conflict Resolution (CECORE)
- Centre for Democracy and Development (CDD)
- Centre for the Study of Violence and Reconciliation (CSVR)
- Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD)
- Christian Aid
- Concern - UK
- Concordis International
- Cordaid
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P)
- Human Rights First
- Human Rights Watch
- Humanitaria n Aid Relief Trust (HART)
- Humanity and Inclusion (formerly Handicap International)
- IDEA - International Institute for Democracy and Electoral Assistance
- IHH (Insani Yardim Vakfi) (Humanitarian Relief Foundation)
- Institute for Peace and Security Studies (IPSS)
- Institute for Security Studies (ISS)
- International Center for Policy and Conflict (ICPC)
- International Crisis Group (ICG)
- International Federation for Human Rights (FIDH)
- International Medical Corps UK
- International Refugee Rights Initiative (IRRI)
- International Rescue Committee
- Islamic Relief - UK
- Islamic Relief Worldwide
- Life & Peace Institute
- Médecins du Monde
- Mensen met een Missie
- Mercy Corps
- Nobel Women's Initiative
- Nonviolent Peaceforce
- Norwegian Refugee Council (NRC)
- Oxfam International
- PAX
- Permanent Peace Movement
- Physicians for Human Rights
- Refugees International
- Saferworld
- Save the Children - UK
- Stichting Vluchteling
- Support To Life
- Tearfund
- The Elders
- Trócaire
- UNITE
- War Child - Netherlands
- War Child - UK
- West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
- Women International Peace Centre (WIPC)
- World Vision - UK
- World Vision International

Partenaires de Campagne

- Abductees' Mothers Association
- Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT)
- Action for Sama Campaign
- Action Mopti
- Adalah Yemen
- Adopt a Revolution
- Afghanistan Justice Organisation
- Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU)
- African Defenders
- Al-Sham Humanitarian Foundation
- African Leadership Centre
- African Security Sector Network (ASSN)
- Africans Rising
- Afrikajom Center
- Alf Ba
- All Africa Council of Churches
- Alliance Internationale pour la défense des droits et libertés (AIDL)
- ALTSEAN – Burma
- American Relief Coalition for Syria (ARC)
- AnaTaban Arts Initiative
- APAISE-Niger
- ArtLords
- ASEAN Parliamentarians for Human Rights
- Assistance Mission for Africa (AMA)
- Association des Juristes Maliennes (AJM)
- Association des Blogueurs du Mali
- Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD)
- Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH)
- Association Nigérienne de Défense des Droits de l'Homme (ANDDH)
- Association Nodde Nooto (A2N)
- Association of Evangelicals in Africa (AEA)
- Association pour la promotion de l'élevage au Sahel (APESS)
- Association pour la Promotion Féminine de Gaoua (APFG)
- Ataa for Relief and Development
- Badael
- Baha'i University in Yemen
- Baytna Syria
- Benbere/Doniblog
- Better World Campaign
- Big Heart Foundation
- Binaa for Developments
- Caesar Families Association
- Carrot Co.
- CCFD - Terre Solidaire
- Center for Justice and International Law (CEJIL)
- Center for Strategic and International Studies (CSIS)
- Centre Afrika Obota
- Centre Diocésain de Communication (CDC)
- Centre for Humanitarian Dialogue
- Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD)
- Chad Transparency Organisation
- Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC)
- Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)
- Concern Worldwide
- Coordination des Associations des Femmes de l'Azawad
- Coordination Nigérienne des ONG et Associations Féminines du Niger
- Danish Refugee Council
- Daughters of Mumbi Global Resource Center
- Dawlaty
- Denis Hurley Peace Institute
- Dernaa for Development
- Defaa for Rights and Freedoms
- Dhameer for Rights and Freedoms
- Dialogue and Research Initiative (DRI)
- Disabled Agency for Rehabilitation and Development (DARD)
- Egmont Institute
- End Impunity Organization (EIO)
- Enjaz Foundation for Development
- Enough Project
- European Council on Foreign Relations (ECFR)
- EVE Organization for Women Development
- Fada Association
- Families for Freedom
- Federation of Women Lawyers (FIDA)
- Fellowship of Christian Councils and Churches in the Great Lakes and Horn of Africa (FECCLAHA)
- FEMNET
- Fokus Sahel
- Forum Asia
- Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
- Friends Committee on National Legislation
- German Council on Foreign Relations (DGAP)
- Global Justice Center
- Hand in Hand for Aid and Development
- Horan Foundation
- Human Rights Documentation Organization (HURIDOCS)
- Independent Doctors Association (IDA)
- Ihsan for Relief & Development
- Impunity Watch
- Independent Diplomat
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Institut français des relations internationales (Ifri)
- Institut malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP)
- Institute for Justice and Reconciliation (IJR)
- InterAction
- International Commission of Jurists
- International IDEA
- International Medical Corps USA
- International Youth for Africa (IYA)
- IYD International Humanitarian Relief Association
- Jana Watan
- Josoor Syria
- Kesh Malek
- Life Peace Institute (LPI)
- Ligue des Droits de l'Homme (LDH)
- Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme
- Little and More (LAM)
- Local Development & Small-Projects Support (LDSPS)
- Lutheran World Relief
- Masrrat Organization
- Ma'rib Girls' Foundation
- Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)
- Mwatana Organisation for Human Rights
- Myanmar Accountability Project
- Najda Now
- National Security Action
- Nonviolent Peaceforce
- No PhotoZone
- Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité pour le Sahel (OCGS)
- Observatoire des Armements
- Observatoire Kisal
- ONG Eveil
- Orange
- Organisation mondiale contre la torture (OMCT)
- Organisation pour de Nouvelles Initiatives en Développement et Santé (ONIDS)
- Open Society European Policy Institute (OSEPI)
- Oxfam-Pan African Office
- Pan African Lawyers Union (PALU)
- Peace Coalition for South Sudan (PECOSS)
- Peace Track Initiative
- People in Need (PIN)
- Plan International
- Physicians Across Continents – PAC
- Première Urgence Internationale
- Progressive Voice
- RASD Coalition
- Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel
- Réseau des femmes de foi pour la Paix au Burkina Faso (REFFOP)
- Réseau nigérien pour la gestion non violente des conflits
- Réseau Panafricain Pour la Paix, la Démocratie et le Développement (Niger)
- Rethink Rebuild Society
- Safety and Risk Mitigation Organization (SRMO
- Salam for Yemen
- SAM for Rights and Liberties
- Sana'a Center for Strategic Studies
- Sawa Association for Development and Aid
- Search for Common Ground
- Secours Islamique France
- Shafak
- Shahid for Rights and Freedoms
- Sheba Youth
- Social Development International (SDI)
- Solidarités International
- SOS-Civisme-Niger
- SOS-Faim Luxembourg
- South Sudan Action Network on Small Arms (SSANSA)
- South Sudan Civil Society Forum (SSCSF)
- South Sudan Women's Empowerment Network (SSWEN)
- Sudan Focal Point Europe
- Sum of Us France
- Syria Bright Future
- Syria Relief
- Syria Relief & Development (SRD)
- Syrian American Medical Society
- Syrian Center for Media Freedom (SCM)
- Syrian Expatriate Medical Association – SEMA
- Syrian Female Journalists Network
- Syrian Forum
- Syrian Legal Development Program
- Syrian Network for Human Rights
- Syrian NGO Alliance
- Syrians for Truth & Justice (STJ)
- Takaful al Sham
- Tanmia Association
- Ta'afi Initiative Syria
- Terre des hommes Lausanne
- The Association of Detainees and Missing Persons in Sednaya Prison
- The Khost United Youth Association in Afghanistan
- The Sentry
- The Syria Campaign
- The South African Institute of International Affairs
- Thinking Africa
- Timbuktu Institute
- Transparency International
- Union des Organisations de Secours et Soins Médicaux (UOSSM)
- Union fraternelle des croyants (UFC)
- United States Institute of Peace (USIP)
- Violations Documentation Center in Syria (VDC)
- West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
- Violet Syria
- Watan
- Watch for Human Rights
- WATHI
- White Helmets
- Win Without War
- Wogood for Human Security
- Women for Afghan Women (WAW)
- Women in Law and Development (WILDAF-Mali)
- Women Now for Development
- Yemen Relief and Reconstruction Foundation
- Yemen Solidarity Network
- Young Women Leaders Network
- Yemen Without Conflict

DONATEURS ET PARTENAIRES PHILANTHROPIQUES

Crisis Action bénéficie du soutien financier d'un large éventail de fondations, de gouvernements et de particuliers, dont beaucoup fournissent un financement pluriannuel sans restriction. En outre, les principaux partenaires de Crisis Action versent une contribution financière annuelle, à l'exception de ceux situés dans les pays du Sud. Pour assurer la viabilité financière de l'organisation et préserver son intégrité et son indépendance, nous élargissons et diversifions en permanence notre base de bailleurs de fonds.

Crisis Action applique des normes strictes de responsabilité et de transparence en matière de financement.

FONDATIONS ET PARTICULIERS

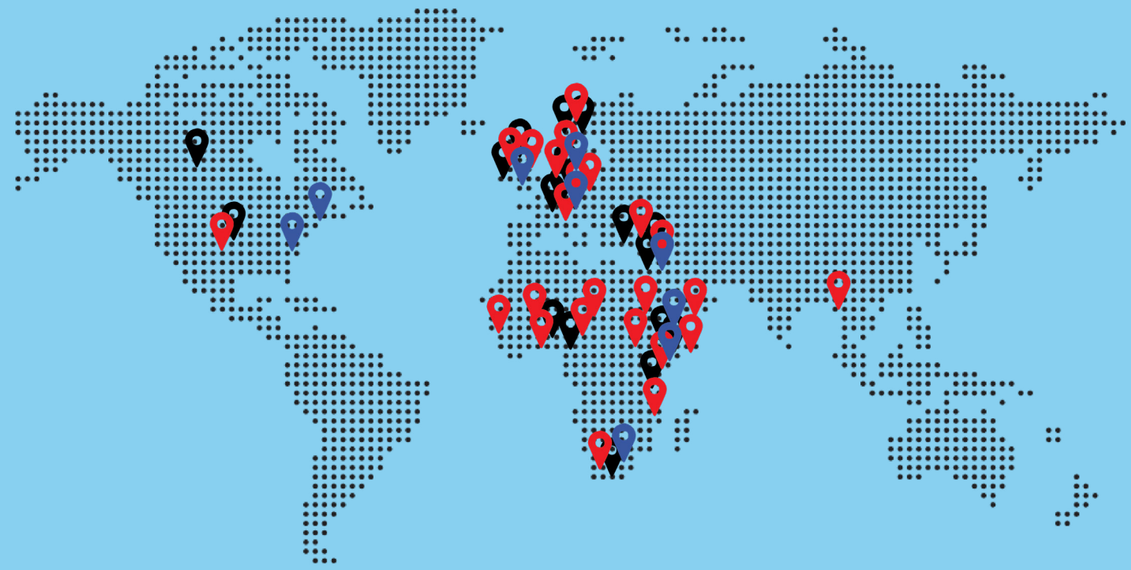
- Eagle Fund
- Fondation Greenbaum*
- Joseph Rowntree Charitable Trust
- Fondation Kerfuffle*
- Open Society Foundations
- Fondation Pears*
- Robert Bosch Stiftung
- Fonds Rockefeller Brothers
- Fondation communautaire Silicon Valley Community Foundation
- Fondation Skoll
- Fonds de bienfaisance Stanley and Marion Bergman Family Charitable Fund

GOUVERNEMENTS

- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Irlande (Fonds de stabilité)
- Union Européenne et Allemagne
- Affaires mondiales Canada
- Ministère Suédois des Affaires étrangères

* Crisis Action est particulièrement reconnaissant envers ces donateurs pour leur soutien pluriannuel et sans restrictions.

NOTRE RÉSEAU MONDIAL



Partenaires Principaux

Partenaires de Campagne

Bureaux de Crisis Action

Crisis Action

Une organisation caritative publique et exonérée d'impôt aux États-Unis en vertu de la section 501(c) (3) du Code fédéral des impôts (Internal Revenue Codes).
Enregistrée au Royaume-Uni, numéro d'enregistrement de la société : 04932380

NOUS AVONS DES BUREAUX À ADDIS-ABEBA, BEYROUTH, BRUXELLES, JOHANNESBOURG, LONDRES, NAIROBI, NEW YORK, PARIS ET WASHINGTON DC.

Contactez-nous: **CrisisAction.org/fr/nous-contacter.**